

Pour ses cinquante ans, la Fédération genevoise de coopération (FGC) publie un livre sur son histoire et ses activités en faveur des plus pauvres dans les pays du Sud. Interview

Cinquante ans d'initiatives pour un monde meilleur

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE KOESSLER

Développement ► Les collectivités publiques genevoises investissent pour la coopération internationale autant que tous les autres cantons et communes de Suisse réunis. Cet engagement est dû à la présence d'institutions internationales comme le CICR et les Nations Unies à Genève mais surtout au dynamisme exceptionnel de la société civile de la cité du bout du lac. Une énergie en grande partie canalisée par la Fédération genevoise de coopération (FGC), qui réunit une soixantaine d'associations actives dans l'aide au développement.

A l'occasion de ses 50 ans, qu'elle a fêtés en 2016, la FGC vient de publier un ouvrage aux Editions Slatkine qui retrace son histoire et présente en détails ses activités¹. On y apprend que depuis 1966, la fédération a soutenu près de 2000 projets dans 67 pays, dont 400 activités d'information en Suisse, pour un montant de 230 millions de francs.

Une aventure humaine que raconte pour *Le Courrier* Jean-Pierre Gontard, à la tête de la commission technique de l'institution de 1972 à 1989, puis son président de 1990 à 2002. Interview.

Ce n'est pas un hasard si la FGC naît dans les années 1960, une période d'ébullition pour ce qu'on appelait le «tiers monde»...

Jean-Pierre Gontard: C'était surtout la période des nouvelles indépendances africaines. Ceux d'entre nous qui étaient intéressés par la solidarité internationale y ont vu une belle occasion d'œuvrer à la décolonisation. D'où la naissance de la «table ronde», la première plateforme des ONG genevoises créée en 1964, qui est devenue ensuite la FGC, composée essentiellement de mouvements chrétiens et de gauche.

Parallèlement, des agences des Nations Unies avaient obtenu des contributions de la part des autorités genevoises pour leurs projets dans les pays nouvellement indépendants. Certains élus locaux, de gauche

comme de droite, ont alors proposé à la place de soutenir financièrement la société civile genevoise dans ses efforts pour les pays du Sud. C'est là que la création d'une fédération des associations locales, une dizaine à l'époque, avait tout son sens. La FGC permettait d'assurer une expertise technique et une crédibilité que chaque membre individuellement ne pouvait garantir.

Quelle a été au départ votre philosophie commune?

Nous voulions nous concentrer sur le sort des plus nécessiteux des pays les plus pauvres. On est arrivé à la conclusion qu'il fallait avant tout soutenir les petits paysans, qui sont restés pendant longtemps notre priorité.

Ensuite, nous partions de la conviction que la responsabilité de la coopération au développement était transversale, devait concerner toutes les sensibilités politiques, à la différence de ce qui se faisait en Allemagne ou en Hollande où les fondations étaient créées séparément par chaque parti et Eglise. Nous souhaitions être rassembleurs.

Nous étions aussi influencés par la théologie de la libération en Amérique latine. D'ailleurs, dans les années 1970 et 1980, les premiers bénéficiaires de l'aide des membres de la FGC se trouvaient au Brésil et en Colombie où ce mouvement prenait une grande ampleur. Nous nous démarquions de l'approche missionnaire et caritative de certains en insistant sur la nécessité de renforcer la capacité des populations locales à s'organiser.

Dernier élément: nous avons toujours préféré les projets de taille modeste, facilement réalisables de sorte que l'impact soit davantage perceptible, et permette de pérenniser les soutiens financiers publics.

Le livre souligne que la FGC avait au fond pour but un «changement des rapports de force dans le monde». Comment interpréter cette phrase?

A la FGC, il y avait autant de gens qui considéraient que le changement passait par l'éducation d'abord, en construisant des écoles par exemple, que



Photo de l'exposition «Destins en mains», association Helvetas, membre de la FGC, Laos, 2016. JEAN-PIERRE GRANDJEAN

d'autres qui étaient partisans de la révolution castriste de Cuba. Au final le consensus était que si un changement politique est nécessaire, en renforçant les organisations de base dans des pays sous le joug de dictatures par exemple, il devait se faire dans les limites de la paix et de la démocratie.

Comment la FGC a-t-elle évolué au cours du temps?

Nous avons réalisé par exemple que nous avions aussi une responsabilité par rapport à nos propres citoyens. Qu'il fallait informer l'opinion publique en Suisse sur ce qui se passait dans des pays qui sont mal gouvernés. Et prendre aussi conscience du mal-développement de nos sociétés, un concept forgé par les Eglises protestantes suisses allemandes.

C'était l'un des grands enseignements de Monseigneur



«Nous avons toujours préféré les projets de taille modeste, facilement réalisables»

Jean-Pierre Gontard

Camara au Brésil, qui préconisait de consacrer la moitié de nos ressources à la sensibilisation à l'injustice, aux inégalités et à la nécessité de se mobiliser là où nous vivons. Ce sujet était une pierre d'achoppement au sein de la FGC, certains considérant que chaque franc devait être investi directement auprès des plus pauvres. Un compromis a finalement été trouvé et un petit pourcentage des fonds va aux projets d'information, de conscientisation et culturels, comme le festival de cinéma *Filmar en America latina* ou la rubrique *Solidarité du Courrier*.

Les autres sujets de discorde n'ont pas manqué au sein de la FGC, au point de provoquer la démission de la plupart des membres de ses instances à la fin des années 1980. Quels étaient-ils?

Oui, on peut y ajouter les tensions entre les petites et les grandes organisations. Les premières reprochant aux secondes de se tailler la part du lion. Certaines des grandes menaçant de quitter la FGC. Il y avait aussi une dispute entre les tenants d'une approche par «projets», à court terme, et ceux d'une approche par «programmes», accompagnant les bénéficiaires sur la durée. Il y avait aussi des divergences idéologiques, et sur le vocabulaire utilisé par la FGC, considéré comme marxiste par certains. Au final, nous avons trouvé des compromis et, grâce à notre «commission de printemps», avons pu rédiger un nouveau texte d'orientation consensuel. I

¹Genève, *l'esprit solidaire, 1966-2016. La Fédération genevoise de coopération, 2000 projets à visage humain*, Editions Slatkine, Genève, 2017.

Des centaines de bénévoles au service des plus démunis

La FGC s'est engagée avec succès dans la bataille pour que les collectivités publiques genevoises consacrent 0,7% de leur budget à la coopération. Ce n'était pas gagné et il y a encore à faire...

Oui, en 1982, l'initiative populaire pour le 0,7% lancée par des jeunes sera tout d'abord refusée en votation. Au

niveau cantonal ce n'est qu'en 2001 que le Grand Conseil approuve ce principe, qui n'est en revanche toujours pas appliqué (*Le canton de Genève consacre seulement 0,2% de son budget à la coopération internationale, ndlr*). Les municipalités s'engagent davantage, certaines d'entre elles atteignant le 0,7%.

La FGC a souvent agi ainsi: lorsqu'une bonne idée est lancée, elle l'appuie et fait campagne. Tel a aussi été le cas du «Fonds drogue ou développement?», qui vise à consacrer une partie des saisies de l'argent du narcotraffic à Genève pour financer des projets de pré-

vention de la toxicomanie. Un quart des sommes saisies sert désormais à des projets en matière d'alternatives à la production de drogues dans les pays du Sud et un quart dans la prévention de la consommation de stupéfiants à Genève.

Quel est le rôle principal de la FGC aujourd'hui?

Tout d'abord, la FGC expertise, sélectionne et donne un label aux projets de ses associations membres. Son savoir-faire se nourrit de centaines de personnes compétentes qui pour la plupart œuvrent bénévolement dans

des régions très diverses du monde. C'est exceptionnel par rapport à la taille du canton. Ensuite, la fédération a un rôle important d'information quant à ce qui se passe dans les pays du Sud et organise et soutient à ce titre une myriade d'événements au cours de l'année, des conférences aux expositions, en passant par des festivals et des publications.

Au Grand Conseil, une majorité de droite a coupé 500 000 francs dans le budget annuel de la FGC sur quatre ans, lui reprochant d'être peu transparente ou

d'être trop marquée politiquement. N'y a-t-il pas un danger que la FGC perde son âme pour répondre aux injonctions de certains élus?

Effectivement, il y a là un risque d'autocensure qui nuirait à la cohérence des programmes. Un autre biais serait de consacrer des sommes plus importantes à la communication au sujet de la réalisation concrète des projets plutôt qu'à une information plus générale sur les raisons profondes de la pauvreté. La FGC a une histoire qui nous protège en partie contre cela. Mais il faut rester vigilant.

PROPOS RECUEILLIS PAR CKR

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.